



Créteil, le 11 janvier 2022

Madame la Présidente du CTL,

Comme nous vous l'avons dit dans notre déclaration de la semaine dernière, FO DGFIP 94 condamne la politique des gouvernements successifs qui ont toujours considéré les effectifs du ministère comme une variable d'ajustement budgétaire.

Avec 1 600 emplois encore supprimés en 2022 à la DGFIP, la loi de finances traduit la poursuite de cette logique destructrice. Elle porte ainsi à 20 745 le nombre d'emplois supprimés à la DGFIP depuis 10 ans.

Pour notre département, cela représente pour 2022, 38 suppressions supplémentaires auxquelles s'ajoutent 29 transferts d'emplois vers la province dans le cadre des relocalisations, sans compter les nombreux postes vacants...

Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions d'emplois par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. Cela s'est confirmé depuis le début de la crise sanitaire, où les agents de la DDFIP du Val de Marne ont été particulièrement mobilisés.

Dans ce contexte, FO rappelle que mener de front réformes et suppressions d'emplois ne peut conduire qu'à une impasse et tire, une fois de plus, la sonnette d'alarme !

Après le boycott de la 1ère convocation, nous avons choisi de siéger aujourd'hui afin d'exprimer la position des agents sur les suppressions d'emplois. Pour nous, mener systématiquement une politique de la « chaise vide » ne permet pas de défendre au mieux les agents du département.

Au cours de cette matinée, nous attendons que vous nous expliquiez comment les services vont pouvoir poursuivre leurs activités avec si peu de personnel et que vous nous répondiez à nos questions diverses.